ce matin, les ministres des Affaires étran-gères anglais et italien devant la discuter, à Paris, à l'issue de la conférence de Can-

à Paris, à l'issue de la conterence de Cannes.

MM. Briand, Bonomi et le marquis Della Torretta ont déjeuné ce matin avec M. Lloyd George et lord Curzon.

On attache, dans les milieux de la conférence une importance particulière à cette rencontre, où il fut question des accords envisagés par MM. Briand et Lloyd George et de la part de l'Italie, qui pourrait être appelée à y prendre part.

Les cercles italiens se montrent tavorables à l'accession de l'Italie au pacte de garanties franco-anglais.

Ajoulons qu'on escompte l'arrivée de la délégation allemande dans la soirée de mercerci.

ns presentent egulement in control projet relatif à la reconstitution économique de l'Europe.
Enfin, ils proposernient de donner à la France des garanties nouvelies en ce que concerne su sécurité, de façon à participer indirectement à l'accord franco-britannique

Le délégué américain blessé

Le colonel Harvey, ambassadeur des Etats-Unis à Londres et délègue à la Con-férence de Cannes, qui se rendait au Golf-Chib en automobile, accempagné de M. Wikhams Stead, redacteur en chef du « Ti-mes », a été victime, ce matin, d'un acci-dent.

dent.
L'automobile dans laquelle le colonel Harvey et M. Wichams Stead avaient pris place, est entrée en colision avec une autre volture automobile. Le choc a été volent et les deux vovageurs ont été contusionnes. Beconduits immédiatement à leur hôtel, ils ent été examinés par les médecins, qui nons constaté aucune icsion et leur ont prescrit seulement quelques jours de repos, On constaté aucune l'eston et leur ont prescrit seulement quelques jours de repos, On constaté aucune l'eston et leur ont prescrit de l'eston de l'e

sculement quelques jours de repos On croit que les Etats-Unis enverront à Can-nes un délégué suppléant,

Les versements allemands LEUR REPARTITION EN 1922

Tehéco-Stovaque, etc...) L'Ang certe i sanc cerait à tout. Sur 1921, les accords du 13 août revisés, douperaient 500 millions à l'Angletorre, 200 à la France, 300 à la Belgique. Les accords de Wiesbaden sont ratifiés pour frosa ans On voit douc que la Belgique toucherait ainsi les 750 millions qui éleignent sa pri-

rité. Pour les prestations en nature une entente

Pour les prestations en nature une entente scrait advenue pour fachirre le charbon al-lemand au prix du charbon sur le marché intérieur français. On sait que l'Allemagne demanderait qu'en le lui comptat au prix, beauceup plus élevé, de l'exportation.

L'homme à la tête sanglante

IL AVAIT RESOLU DE LA MANGER

projeté.

DE ROUBAIX-TOURCOING

REPUBLIQUE FRANÇAISE. — Au nom dit Peuple Français, la Cour d'Appel de Douai, 3e chambre civile, jugeant correctionnellement, a renda l'arrèt suivant. Audience publique tenue par la Cour d'Appel de Douai, 3e chambre civile, jugeant ourrectionnellement, le 25 octobre 1921. Entre premièrement Cest Emile Eugene Thoodore, gerant du journal « Le Révell du Nord » demeurant à Lille, rue de Paris, 186 bis ; deuxièmement Polvent Elisée, publicatel, demeurant à Lille, rue de Paris, 186 bis ; deuxièmement Polvent Elisée, publicatel, demeurant à Lille, rue de Paris, 186 bis ; deuxièmement Polvent Elisée, publicatel, demeurant à Lille, rue de Paris, 186. Tous deux appelant par acte reçu au greffe du tribunal de première instance de Bétherne, le vingt-trois mai mil huit cent vingte-t-un, d'un jugement rendu le trevre mai 1921, par le même trabunal en matière correctionnelle. Comparaissant en personne assistes de Me Phalempin, avocal. Provenus de diffamation et mjures par la vone de la presse et complicité. Le séeur Charles Montagne, huissier, demeurant à Houdain, parteu divinguelle, et Monsteir le Procureur de la Republique près le Tribunal de Béthine. Et Monsteir le Procureur de la Republique près le Tribunal de Béthine aussintime. Le cause finée au 25 octobre mit teut cent vingte-t-un après remises contradicoliers promonces aux audences publiques des vingtinuit juin et vingt-six juillet 1921, acte appelé a l'audionce publique acce jour. Monsière le President à interroge les prévenus sur leur ideute. Monsière le conseille Lenasure Georges fait le rapport de l'affaire et donne lecture des faits de la procedure, notamment du jugement. BEPUBLIQUE FRANÇAISE. — Au nom du euple Français, La Cour d'Appel de Douai, 3e

Pour copie conforme, Signé : Illisible.

Rentrée Parlementaire

Treize interpellations à la Chambre

Le Sénat et la Chambre des députés se

réuniront aujourd'huj mardi, conformément à la Constitution, qui a fixè au deuxième mardi de janvier l'ouverdure de la session ordinaire de l'anne. A la Chambre l'installation, du norveau burcau seus asna dotte fixée à jeudi. En ce qui concerne les interpellations sur

la politique extérieure, on n'en compte pas noins de treize à l'heure actuelle. Il est vraisemblable qu'on attendra pour fixer la date de discussion, la fin de la Confe de Cannes et le retour de M. Briand.

Mauvais lait PLUS DE CINQ MILLE ENFANTS TUES A PARIS

Pendant que des chauvins continuent à rèver pompons et tambours, les petits entants de France, les petits pauvres surfout attentement, continuent à mourir.

Hier au « Musée d'aygiène ». boulevard Sébastops). M. Robland conseiller municipal, a décturé, au cours d'une conférence, que le décès de 5.550 entents de moins d'un an, morts à Paris en 1920, avait été causé par du mauvais luit.

Le service de la répression des fraudes, on le sait, est déhordé.

Cas questions d'hygiène infantile sont

on le sait, est débordé.
Ces quessions d'hygiène infantile sont d'une importance vitale pour l'avenir de la pairie. A l'heure schaelle, ce n'est pas un ministère des munitions qui seuvera la France, mais un aministère des bercesux. »
Or, nous avons des térvouements, des bonnes vokontés, lout ce qu'il faut pour bien faire. Mais l'organisation directrice, la volonte afficielle manque, et les petits enfants continuent à mourir en masse.

LA GRIPPE ANGLAISE

Sévira-t-elle dans le Nord? On ne signale que des cas bénins mais des mesures sont prises pour éviter leur extension. :: ::

Sommes-nous menacés d'une nouvelle épidémie de grippe comparable à celle qui sé-vit en France en 1918 ?

vit en France en 1918?
Les journaux de toules les régions nous apprennent en effet la réapparition de l'é-pidémie, qui inspire tant de craintes sur-tout depuis les terribles hécatombes qui mar-

tout depuis les ferribles hécatombes qui t quèrent la dernière année de la guerre. A Vannes de nombreux cas de grippe ont été récomment constatés. En Angleterre et en Suisse, l'épidémie sévit avec intensité.

En Rhenanie, comme le « Réveil » l'annon-gait dernièrement on signale plus de 45,000 cas dans les régions de Mayence et de Francfort. A Lille et dans certaines villes du Nord, d'autre part, de nombreuses peronnes, se trouvent incommodées, et croient ressentir, dans les premiers malaties, tous les symptones qui caractèrisent l'étrange malatie, verne cette fois, puadisti, d'outre-Manche, d'où son appelation de grippe coutais.

La grippe anglaise sera-t-elle aussi dan gereuse que sa sœur espagnole de sinistro mémoire ?

Les premiers cas observés semblent heu reusement ne pas être appelés à confirmer cette crainte.

Déclarations rassurantes

Déclarations rassurantes

A la viraction du service départementel (Thygiène où nous nous sommes reuseigné liter, nous avons recucilit des décharations tout à fait epiémistes, qui paraissaient ne rien avoir de conventionnel.

a Au point de vue sanitaire, nous a décare M. le docteur Potelet, la situation a été on ne peut plus satisfaisante, dans le Nord, durant l'année 1921.

Depuis ces amétes, et des années, les cas de maladies épidémiques n'ont été aussi raves, qu'au cours de l'année récemment écoulée.

Les médecins se plaignaient, des loisirs que leur laissaient leur clientée. Il y avait yraiment de quoi désespèrer du métier L.

Maintenant voilé qu'on reparle de grippe De tous côlés des personnes se sentent misposées !

Jusqu'à présent cependant, aurun cas grave n'a été heureusement signet.

Jisqu'à présent cependant, aurun cas grave n'a été leureusement signalé, ce qui prouve que l'épidémie— si elle existe— ne se présente cette année que sous ube for rescripte de la consideration de la company de la

Comme nous ne recevons que très peu de déclarations ne ce genre, notre conviction est

La situation sonitaire n'est nullement alarmante; ede est normale.

Mais on prend des précautions !...

des précautions !...

Si la grippe ne paratt pas sévir à l'état epidémique it faut néanmoins prendre toutes les précautions que réclame la situation!
Si elle vient à se déclancher, en effet nous acc'are le doctair Potelet, nous sommes armés pour la recevoir.

Tots les médecins épidémistes et les agends du service d'ingéme out recu l'orare de se tenir en étroit contact, avec le Corps médical du département de manière à suivre, son développement dans sos moindres détails, ce qui permedirait d'agir (nergiquement le cas échéant.

— Que pensez-vous de l'éphtièmie grippale qui sévit au 32e d'Infanterio?

— Le ne sais, à quel degré elle s'est déclanchée, nuisqu'il n'entre pas dans mes attributions de la combattre, mais lout ce que Jen puis dire c'est qu'elle ne présente aucun caractère de grevité et que toutes les mesures nécessaires ont été prises par l'autorité mititaire pour enrayer sa propagation.

En résumé, toutes les craintes formulées

jusqu'à présent ne reposent sur aucun fon

denont.

La ponulation peut se rassurer et dormir tranquille.

Cost sur cette phrase rassurante que se termine notre entretien.

Quant aux personnes légèrement ablaines, qui pourraient encore n'être pas tout à fait rassurées, elles trouveront tous les conseils désirables dans la chronique médicale du Docteur Helle, publice bier par le Révéil.

cale du Docteur Helle, publice hier par le « Réveil », Espérons toutefois, que leur état les dis-pensera de recourir, au traitement simple et efficace préconisé par ce praticien. M. P.

Les Jeunes soldats UNE INNOVATION DANS LE RECRUTEMENT

LE REGRUTEMENT

Paris, 9 ianvier – Le ministre de la
Guerre a décidé de melle à profit les opépentier à Cheray-le-Chatel, qui vivait avec
faire rechercher dans quelle mesure l'éducation physique que les jeunes gens exammés
peutent avoir reque dans la vie civile infiue sur la valem physique du contragent.

Jusqu'ici, au cours des séances des censeils de revision, it était seulement pris note
en plus des renseignements relatis à la
taille, au poids, au périmètre thoracque,
d'indications diverses permettant de déterminer l'aptitude physique des futurs appelés
aux différentes ermès, en vue de la meilleune répartition du contingent.
Désormais, dans le but d'être renseignés

Désormais, dans le but d'être renseigné avec toute précision sur le degré d'entral-nement physique des jeunes appelés, les commandants de recrutement les interregé-ront individuellement pour savoir s'ils pra-tiquent l'éducation physique et font des

Les relevés statistiques qui seront établis au moyen des indications ams; recueilliet permettront de comparer le développemen auquel sont parvenus les jeunes gens du contingent, suivant qu'ils ont ou non and éducation physique présiable.

M. Doumer va-f-il LE CONFLIT suspendre ses paiements?

Le Ministre des Finances a présenté un budget spécial pour les Mutiles et les Sinistrés qui se trouve déjà en déficit de quatre milliards :: ::

un formel démenti aux calculs de M. Dou

502 millions fr.

Total : Espèces 1 300 millions fr. Nature 3 925 millions fr.

Les palements en nature, heureusement,

espèces et le paiement de sinistrés pour 2 milliards au plus en nature; soit 3 mil-liards environ sur 7 nilliards indispen-sables afin de boucler lo budget des dé-

La solidarité de la France

Il n'est pas possible de rejeter encore ces quatre milliards de déficit vers les banquiers prêteurs. Les régions sinistrées sont déjà assez pourvues de papiers, d'obli-gations, de titres.

gations, de titres.
C'est à une imposition exceptionnelle des Français non envahis qu'il faut demander les 4 milliards (au moins), qui manquent pour payer les simistrés et les mutilés.
Dans ces conditions-là seulement s'exerceront les clauses de la loi qui a proclamé la solidarité nationale.
Nous avons annoncé le péril de la réducion des maiements aux sinistrés. Il est les traits de la consenie de la réducion des maiements aux sinistrés.

un huissier et des gendarmes requis à cet effet pour agir, par une curieuse ironie, « au nom du peuple français »! Notre vieux code bourgeois a de ces invraisemblables prétentions et couvre du manteau rapiécé de la légalité les pires infâmies. Des femmes des corons, trembiantes d'émotion et d'indignation, ne seront plus obligées de relever une fillette malade précipités de son berceau dans la houe glacée du ruisseau, à la tombée d'une nuit neigeuse.

neigeuse.

La loi récemment promulguée s'oppose à la perpétration de ces atrocités sociales et nous sommes fondés à croire que l'huissier d'Houdain a clos la série des lugubres exploits.

sier d'Houdain a clos la série des lugubres exploits.

Le drame douloureux d'Hersin-Coupigny, qui a eu un immense retentissement dans toute la France; la sanglante tragédie d'Orthez et l'action persévérante de la Presse indépendante, unie à celle de nos amis au Parlement, ont valu à nos populations laborieuses et loyales des textes légiclatifs plus généreux, inspirés des nécessités eociales actuelles.

Nous simons à penser qu'ils ne tarde-

doit être effective

penses recouvrables.

Déficit: Quatre milliards.

Comment le bouclera-t-on?

J'ai appelé, dès le mois d'août dernice. l'attention de nos parlementaires et de l'opinion publique sur les dangers que présentent, pour nos régions dévastées, les comptes fantastiques de M. Doumer, aunisire des Finances, inscrits dans le budgets des dépenses récouvrables.

En quelques chiffres, il convient de gap-peler le projet du ministre:

peler le projet du ministre:
LETENSES pour les Regions
4 liberèes et les Pensions en
1922
RESSOURCES prévues en 1922 :
Emprunts de Crédit National
Emprunts des Groupenents
de Sinistrés
Verscenents de l'Allemagne
Négociations des chiliquations
allemandes remises à la
Commission des RéparaLibns
2 milliards
2 milliards 4 milliards 4 milliards 1/2

2 milliards 1/2

Total ______ 19 milliards J'ai dil, en août dernier, qu'il serait très périlleux pour nos sinistrès, pour nos mu-tilés de laisser admettre que les charges des réparations et des pensions n'auraient d'autre contre-parlie que des emprunts de Crédit National, des sinistrés et des

ne creat rational, des sinistres et des hypothétiques versements de l'Allemagne. La loi des dommages, la loi des pensions out établi le principe de la solidarité nationale. M. Doumer a voulu lui porter une première atteinte en nous disant : Débrouillez-vous avec les Allemands et avec les hanquiers !

brouillez-vous avec les Allemands et avec les banquiers!

Le Conseil général du Nord, à une trèsforte majorité, a fait sien notre protestation et, par un vieu formel, a répudié la thèse de M. Doumer, Aujourd'hui, i'ai la triste satisfaction de constater que notre cri d'alarme ee trouve justifié:

1º Par M. Doumer lui-même.

2º Par M. de Lasteyrie, rapporteur général du hudget des dégenaes recouvrables.

2º Par M. de Lasteyrie, rapporteur gáné-ral du budget des dépenses recouvrables. 3º Par les résultats du Conceil suprême de Cannes, auquel participe le ministre des

M. Doumer réduit la part des Sinistrés

Voici, d'abord, la justification de notre protestation, apportée par M. Doumer luimème. Le 29 décembre 1921, M. le ministre des Finances a fait connaître à M. le ministre des Régions Libérées qu'il lui serait impossible de verser pour janvier, février et mars, plus de 250 millions par mois. Or, on payatt aux sinistrés en moyenne 600 millions par mois en fin 1921.

C'est le tour de vis qui commence. Nous avons dit quelle émotion la divul-gation de ces faits avait suscitée à la Chamare au cours de la séance du 30 décembre; M. Loucheur, pour calmer cet émoi, a promis d'intervenir près de M. Doumer, Il n'en résulte pas moins que la ministration Il n'en résulte pas moins que le ministre des Finances, imprévorant comme nous l'avons dit, veut réduire en 1922 la part des sinistres.

Le Réquisitoire du Rapporteur-Général du Budget des dépenses recouvrables.

On pourrait nous reprocher d'apporter une passion excessive à la défense des régions dévastées. Un témoignage vient écarter de nous ce soupçon: c'est celui de Mde Lasteyrie, rapporteur général du budget des dépenses recouvrables.

Le rapport de M. de Lasteyrie vient d'être rendu public. Il confirme en tous points ce que nous avons écrit en aout

d'être rendu public. Il confirme en tous points ce que nous avons écrit en août dernier et reflète la même inquistude qu'exprimait le Conseil général du Nord dans son vœu énergique.

Après avoir indiqué que pour faire face à 19 milliards de dépenses pour les régions libérées et les pensions, M. Doumer propose comme ressources les emprunts des sinistrés et les versements problématiques de l'Allemagne, M. de Lasteyrie pose cette question :

cette question:

"Est-ce encore la France ravagée et meurtrie qui va être obligée de trouver ces milliards?" chiffres du ministre des Finances

n'oni-ils donc pas convaincu le rapporteur du budget des dépenses recouvrables plus que nous-mêms? Certes non. M. Doumer s'est contenté d'escompler le

vée par un vote ayant maintenant joice de loi.

Malgré les obstacles de toute nature amassés par des agissements égoistes et des convoitises tenaces, les idées ont marché depuis un an.

Le droit humain a fini par l'emporter sur l'assaut révoltant des apéculations effrénées et le Parlement, cédant à la poussée vigoureuse de l'opinion, s'est enfen décidé à limer les griffes des vautours.

On ne verra plus, camme à Hersin-Coupigny, une famille de quinze enfants, payant régulièrement son loyer et coupa ble seulement d'être nombreuse, jetée sans pitié sur la rue, en plein cœur d'hiver, par un huissier et des gendarmes requis à cet effet pour agir, par une curieuse ironie. Les Jeunes soldats
et l'éducation physique
UNE INNOVATION DANS
LE RECRUTEMENT

égociations des obligations allemandes Je cède la plume au rapporteur général

z millards et demi.

Je c'éde la plume au rapporteur général du budget spécial pour commenter cette comptabilité fantaisiste.

« Ces chiffres, écrid M. de Lasteyrie, apparaissent comme des hyphèses singultivement hasardées.

» Rien à ma connaissance ne nous permet actuellement de supposer que les espérances du gouvernement viendront à ce réaliser. Dans ces conditions, on doit reconnaître que les recettes qui ont été portées au budget des dépenses recouvrables ont pleinement_aléatoires. Il est malheureussement à craindre que, cette année comme les années précédentes, ce budget ne doive être alimenté presque exclusivement par l'emprunt ».

C'est la confirmation absolue de ce que j'ai dit en soût dernier.

Ce que la France recevra de l'Allemagne en 1922

Enfin les résultats du Conseil suprême de Cannes se dessinent dans un sens tel que les faits eux-mêmes viannent apporter

MINIER :: Sans attendre la décision du

ministre, les Compagnies réduisent les salaires de 2 fr. 50 par jour à partir du 16 Janvier.

Le Comité régional des Houtilères a fait placarder hier l'avis suivant aux abords des puils des mines du Nord et en Pasgle-Calais :

délégation allemande dans la solve de la credi;
Elle pourrait donc être entendue des la lendemain; par le Conseil supréme,
On assure dans l'entourage des délégués britanniques, que les représentants allemands qui se rendront à Cannes présenterent à la Conférence de véritables contreprispositions en ce qui concerne les réparations.

Ils présenteraient également un contreprojet relatif à la reconstitution économique de l'Europe. "Les représentants des Syndicats ou-vriers et les Compagnies n'ent pu se mettre d'accord le 7 janvier sur la question des salaires Les circonstances économiques ne permettent pas aux Compagnies houfilères de maintenir plus longtemps les salaires ac-trels.

un formel démenti aux calculs de M. Doumer.

Sans nous perdre dans le détail des discuesions en cours, dégageons les chiffres
essentitels qui apparaissent déjà avec assez
de précisions.

L'accord des Alliés semble fait sur la
part que la France peut recevoir, au maximum, en 1922, pour les réparations de l'Allemagne, eavoir ;

Solde des dispenses de noure
arnice docoupation (a prelever sur le milliard mariksor dejà versé) —
Pristations en nature (accord
de Wiesbaden), valeur 1.350
millions marks-or, soil—
Part de la France sur les 700
millions marks-or à recevoir par les Alliés en 1922 ;
300 millions marks-or à recevoir par les Alliés en 1922 ;
300 millions marks-or à recevoir par les Alliés en 1922 ;
300 millions marks-or à recevoir par les Alliés en 1922 ;
300 millions marks-or à recevoir par les Alliés en 1922 ;
300 millions de Wiesbaden,
reste tuels.

Une baisse de 5 francs par jour s'impose pour les ouvriers de plus de 16 ans.

Pour tenir compte des difficultés de la saison, cette baisse sera réalisée en deux étapes la première fixée au 16 janvier ; la seconde au ler avril.

A pentir du 16 janvier les salaires proprement dits serons abaissés de 2 fr. 50 pour les ouvrières de plus de 16 ans et les ouvrières.

ouvrières.

Les indemnités de vie chère et les allo-cations familiales segont provisoirement cations familiales seront provisoir maintenues à leur laux actuel, »

A CANNES

Les ministres ont eu plusieurs entravues dans la matinée de lundi

Les paiements en nature, heureusement, viennent sauver un peu notre situation. Les accords de Wiesbaden sagement négociés par M. Loucheur, assurent à la France un appoint — le plus gros — dans les paiements allemands pour 1932. Toutefois, il a été bien entendu que cos accords avaient pour objet d'intensifier la reconstitution, de hâter la disparition des ruines. Ils viennent, pour 65 %, en supplément des prévisions normales. On comprendra sans peine que ce n'est pas avec des matériaux qu'on paiera les pensions des mutilés, ni avec du ciment que M. Doumer réglera les fonctionnaires des R. L. Que reste-t-il? I milliard 300 millions en espèces et le paiement de sinistrés pour Cannes, 9 janvier. - Ce matin, à 10 h, 30, les ministres chargés de la question des re-parations ont discuté les garanties à exiger de l'Allemagne pour l'assamissement de ses

de l'Allemagne pour l'assainissement de ses finances. Ils sont arrivés à un accord sur la plupart des points, en réservant quelques autres, pour lesquels il paralt utile d'attendre la délégation aliemande.

La discussion a porté principalement sur le transfert à Berlin, réctamé par la France, du Comité des garanties.

La délégation britannique estime que la commission des réparations elle-même devrait sièger à Berlin pour éviter une dualité entre les deux organismes ainsi que les frais importants qui en résultent.

Aucune décision n'a été prise à cet égard. A trois heures, s'est tenue la réunion, LEUR REPARTITION EN 1922

On peut des maintenant dresser le tableau de la répartition des versements pour 1922.

La France et la Belgique tachent à faire porter à 800 millions les versements en espèces qu'elles ont obtenu déjà de faire passer de 500 à 700 millions, Il est douteux qu'elles y arrivent.

Sur 700 millions, la répartition serait de 200 pour la France, 450 pour la Belgique, 50 pour les autres Elais (Portugal, Japon, Tchéco-Slovaque, etc...) L'Ang eterre renoncerait à fout.

Aucune décision n'a été prise à cet égard. A trois heures, s'est fenue la réunion, sous la présidence de M. Loucheur, des ministres qui out préparé à Paris le consortium économique européen et qui sont chargés, d'élaborer le programme de la Cenférence de Cênes.

A 4 heures, eut lieu une nouvelle réunion des ministres intéressés, au stujet de la reputition des versements en espèces de l'Allemagne en 1922.

Le pacte de garanties

M. Briand a conféré pendant une heure ce matin avec lord Curzon.

Le président du Consell a procédé, avec le ministre des Affaires étrangères britanu-ques à un examen général des problèmes estitutions ent les deux nova en vue de les qui intéressent les deux pays en vue de les regler dans un avenir aussi prochain que

possible.

Cette conversation, qui sera suvie de nouveaux échanges de vues est destinée à faciliter la conclusion du pach de paranties franco-britannique, actuellement en discussion.

sion.

Elle marque le désir commun des deux gouvernements de ne taisser subsister dans leurs rapports, aucune cause d'opposition, aussi blien pour la politique a stivre en Europe que pour la sauvegarde de nos droits et de nos intéréts dans le domaine colonial et les pays de profectorat.

La question d'Orient ne fut pas abordée

PREMIÈRE ETAPE

Les locataires des Régions libérées n'ont pas

à s'inquiéter des menaces de leur propriétaire

Nous avons annoncé le péril de la réduc-tion des paiements aux sinistrés. Il est là. On l'a déjà dénoncé au Parlement à l'a veille du ler janvier. L'heure est venue de prendre des mesures efficaces. Le bud-get des dépenses recouvrables va être dis-cuté à la Chambre à la fin de ce mois. Les populations des régions dévastées, les mutilés attendent de la France, sau-vegardée par leurs sacrifices, le geste de reconnaissance ou d'oubli qui décidera de l'avenir. Alex WILL

Le régime spécial des loyers en régions libérées, réclamé par Inghels à la Chambre, au nom de la Commission de législation civile, doit être le couronnement de l'action parlementaire sur ce terrain, depuis trop longtemps en friches et trop facilement accessible aux abus criants, aux acquiletture caus verrogne.

spéculations sans vergogne. En attendant le vote de cette loi néces-

IL AVAIT RESOLU DE LA MANGER
Paris, 9 janvier, — Deans la soirée usus
agents remarquaient un individu porteur
d'un sac qui, depuis une heure, pénétres
dans les cafés restaurants, où il ne res
tait d'ailieurs que quelques instants.
Ils suivirent i homme aux-altures suspectes et s'aperquent que des gouttlettes de
sung s'échappaient du sac. S'agissait il
d'un nouveau crime ? Les agents s'approcièrent de l'homme, l'appréhendèrent et lui
posèrent quelques questions auxquelles it
refusa de répondre. Ils n'hésitèrent plus désormais à le conduire au commissariat de
police du quartier Saint-Merry où le sac fut
ouvert : une tête ue cochon s'y trouvait.
L'individu, un nomme Martial Verrat, un
nom prédestiné pour faire le commerce du
cochon — déclare avoir volé cette tête aux
abatioirs de la Villette II avait l'intentior
d'est faire plusieurs repas, mais l'odeur qui
cochon des le la light de la veil de la commerce du

d'en faire plusieurs repas, mais l'odeur qui s'en degagoait l'incita à changer d'idée et c'est ainsi qu'il s'en fut, de restaurent en restaurant, proposer aux traileurs de lui acheter la tête indésirable. Le commissaire de police, fit jefer à la

acheter la tête indésirable. Le commissaire de police, fit jeter à la Seine le colis avarié et rendit la liberté à Verrat qui jura de ne plus recommencer.

Faux billets de banque LE FABRICANT EST ARRETE

Nos lecteurs voudront hien reconnaître que notre campagne, aujourd'hui couronnée de succès, contre les expulsions de locataires de bonne foi, était appuyée par des arguments de justice et de raison, puisque la Chambre et le Sénat l'ont approuvée par un vote ayant maintenant force de loi.

Majoré les chetales de tariste de l'agrent dans nos régions dévastées et préconisant les mesures indispensables à Orléans, 9 janvier. — Le fabricant de faux billets de 20 francs qui était recherché par de nombreux parquets de province, a été arrêté à Orléans, par la police mobile, au moment où il venait de changer un billet faux chez un boulanger, de la wille.

C'est un nommé Joseph Bréchant 45 ann. du logement dans nos régions dévastées et préconisant les mesures indispensables à cette critique situation, trace leur devoir au gouvernement et aux législateurs.

Nous avons la conviction qu'ils ne voudront pas s'y dérober et que le souci de la paix sociale, du travail guérisseur des plaies de guerre toujours béantes, dictera leur attitude.

La loi de sursis aux expulsions, qui vient d'entrer en vigueur, marque une première étape sur la voie de la justite, de la lorique et de l'équité, mais une autre reste à franchir sans délai, le long d'un chemin rocailleux, hérissé des barbelés capitalistes.

électricien, habitant à Riom

Dôme). Bréchant, arrivé samedi soir à Orléans, avait réussi à changer huit faux billets à divers négociants de la ville. divers négociants de la ville. On l'a trouvé en possession de 27 billets de banque fabriqués à l'aide de la photo-

graphie.

Bréchant a reconnu avoir écoulé quotidiennement, depuis mars dernier, une dizaine de billets de 20 francs truqués, dans différentes villes du Centre, du Midi et du Nord-Est. Père de cinq enfants, Bréchant a déclare

que c'est la misère qui la poussé à fabriquer de faux billets et qu'il n'a pas de complices .ll a été écroué à Orléans.

Une femme pratique ELLE DEDAIGNE LA VENGEANCE VULGAIRE

Criéans, 9 japvier. — More Drioult, tion le égitime époux vivait maritalement avea une demoiselle Chevalier, avait résolu de tirer vengeance du couple adultére. Profitant de l'absence des deux amants, partie en voyage, elle fit cuvrir par un serrurier la porte de leur domicile, 7, venelle Delavoie, puis, amenant une équipe de tieménageurs, fit procéder à l'enlèvement de leur modifier. Elle s'empara en outre d'une certaine quantités de liètels de banque.

Mille Chevalier a porté plainte contro l'éspouse outragée, mais indéligate.

En attendant le vote de cette loi nécessaire, les locataires de bonne foi sont en droit de dédaigner les tracasseries hargneuses, les manœuvres cupides et les menaces rageuses de leur intraitable propriétaire. Elles seront impuissantes et viendront se briser contre la loi sur le chantier, comme les vagues contre un roc.

Les raisons qui ont motivé le sursis de trois mois dans toute la France, subsistent plus impérieuses encore et pour un plus long délai, en faveur des locataires des départements sinistrés. Elles exigent de différer à toute expuision légale avant l'application du régime spécial qui nous a été officiellement promis et qui s'impose comme une mesure urgente d'intérêt public. E. POLVENT.